



817
COPIE

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES**
Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

N°2008-627

**Arrêté de levée de garanties financières
Carrière Thiriet à Moncel-les-Lunéville
(Ferme de beaupré)**

**Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 515-1 à L 515-6, L 516-1, R 512-31 et R 516-1 à R 516-6 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des Installations Classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1998-613 du 9 août 2000 autorisant la société Thiriet & Cie à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Moncel-les-Lunéville, lieu-dit "Ferme de beaupré" ;

Vu le dossier de cessation d'activité déposé le 7 août 2008 par la société Thiriet & Cie ;

Vu le procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées de la DRIRE et référencé CM/549/2009 en date du 5 juin 2009 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DRIRE en date du 5 juin 2009 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation dite " des carrières" le 22 septembre 2009 ;

Considérant que le dossier de déclaration de fin de travaux d'exploitation comporte l'ensemble des documents exigés à l'article R. 512-74 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les conditions de remise en état du site correspondent, d'une part, aux prescriptions définies à l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, et d'autre part, aux dispositions prévues dans le chapitre réaménagement versé dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Considérant l'absence de remarque du maire de la commune de Moncel-les-Lunéville, consulté dans le cadre du dossier de déclaration de fin de travaux d'exploitation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'arrêté

L'obligation de garanties financières pour la carrière à ciel ouvert de sables et graviers exploitée sur le territoire de la commune de Moncel-les-Lunéville, lieu-dit « Ferme de Beaupré », par la société Louis Thiriet et Cie dont le siège social est situé Lieu dit Chaufontaine- Hériménil- 54300 Lunéville, est levée.

Article 2 : Cadre réglementaire

La levée de l'obligation de garanties financières est prononcée en application du II de l'article R. 516-5 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Abrogation

L'arrêté préfectoral n° 1998.613 du 9 août 2000 autorisant la société Louis Thiriet et Cie à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Moncel-les-Lunéville, lieu-dit « Ferme de Beaupré », est abrogé.

Article 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de Moncel-les-Lunéville, Fraimbois, Heriménil, Lunéville, Xermaménil, Chanteheux et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires établiront des procès-verbaux constatant l'accomplissement de cette formalité et les feront parvenir à la préfecture.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, selon les modalités et les délais prévus à l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Lunéville, Mme et MM les maires concernés, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société Thiriet & Cie
- M. le directeur de l'établissement garant

Et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur régional de l'environnement
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours

Nancy, le **28 SEP. 2009**

Pour le Préfet,
et par dérogation,
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE